

2 Politique

Forum économique de la Francophonie
Appel à l'action

Le président Ali Bongo Ondimba a appelé à plus d'action.



Les officiels.

L-J N

Paris/France

Les participants à cette 2e session sont tous favorables au développement de la francophonie économique qui est une opportunité à saisir.

LES questions économiques occupent une place de choix dans l'agenda du président de la République, au regard des réformes courageuses initiées en vue de dynamiser ce secteur, des actions menées et de l'engagement réitéré de promouvoir les partenariats économiques entre le Gabon et d'autres pays et son implication dans les initiatives et mise en œuvre des stratégies au niveau sous-régional, continental et même de l'espace francophone. A Paris où il se trouvait, hier, dans le cadre du forum économique de la Francophonie, Ali Bongo Ondimba a réitéré l'intérêt de cet espace économique. Il a indiqué que la langue



Une vue de la délégation gabonaise.

française est une opportunité à saisir, elle doit pouvoir servir à favoriser le développement et le mieux-être de nos États. Car, nos jeunes veulent savoir ce que cela apporte dans leurs assiettes. "Nous devons développer ensemble cet espace, nous donner les moyens", a dit le numéro un gabonais. D'où le soutien apporté par notre pays à la stratégie de l'OIF. Le chef de l'Etat a ajouté que c'est une question de survie d'autant que nous avons à faire face aux problèmes de développement, aux contraintes climatiques, etc.

Pour Ali Bongo Ondimba, il faut, dans cette volonté, nouer des partenariats avec le privé pour mieux cerner les besoins en formations de nos jeunes, les besoins du marché du travail, les axes d'actions devant être menées en vue de la création d'emplois. Ces partenariats doivent aussi tenir compte des attentes des privés en œuvrant à améliorer l'environnement des affaires. Tout cela, comme l'a ajouté le président Macky Sall, met en relief l'importance de l'emploi qui seul donne la dignité à l'homme et à ces jeunes. Au Gabon, plusieurs

initiatives ont été menées ces derniers temps. La dernière en date étant l'annonce faite par le président gabonais devant les étudiants quant au pacte de responsabilité. Il s'agit d'un engagement entre l'Etat et le privé pour la formation et la création d'emploi des jeunes.

Le 2e forum économique francophone a vu la participation des présidents Macky Sall du Sénégal, Hery Rajaonarimampianina de Madagascar, du Premier ministre belge, Charles Michel, du ministre français des Affaires étrangères, Laurent

Fabius, représentant François Hollande empêché, de Mmes Michaëlle Jean, secrétaire générale de l'OIF, Anne Hidalgo, maire de Paris et présidente de l'Association internationale des maires francophones. De nombreux chefs d'entreprises, décideurs économiques, de représentants de jeunes, etc., ont pris part également aux débats. Ceux-ci portent sur les thématiques au cœur des enjeux de l'espace francophone aujourd'hui. Savoir quel rôle les décideurs et dirigeants peuvent jouer pour créer un véritable marché économique francophone,

l'importance de la francophonie économique, la place des jeunes entrepreneurs. Quel système éducatif pour une réelle économie francophone ? Comment les agriculteurs et les petits fermiers peuvent-ils être les pionniers d'une économie francophone ? Quel rôle l'information joue-t-elle en tant que vecteur de la francophonie économique ? Notons que le chef de l'Etat devait quitter Paris, hier, pour la capitale de l'Inde où doit se tenir jusqu'au 30 octobre prochain, le sommet Inde-Afrique.



Discours du SG de la Francophonie, Michaëlle Jean.

Tribune des Partis politiques

Au-delà des appels !

UNE sagesse de chez nous dit : "Lorsqu'un régime de noix de palme commence à mûrir, les écureuils accourent". Depuis quelques temps, à mesure que l'on approche de la Présidentielle de 2016, beaucoup de voix s'élèvent, appelant désormais à la candidature de telle ou telle personnalité à cette grand-messe électorale à venir.

Du coup, il ne se passe plus un jour sans que l'on ne découvre à la télévision ou dans des journaux des déclarations des groupes d'individus, d'associations ou de quelques partis politiques allant dans ce sens.

Tout au long de son périple l'ayant déjà conduit dans plusieurs provinces, Jean Ping, - il sillonne actuellement les différents quartiers de Libreville -, est, à la faveur de chaque sortie sur le terrain, invité par ses partisans à être de la course, l'an prochain, pour la conquête de la magistrature suprême.

C'est aussi le cas dans le camp de la majorité avec le président Ali Bongo Ondimba. Outre les partis constitutifs de cette galaxie politique, de nombreux compatriotes en appellent aussi à la candidature de l'actuel chef de l'Etat. Naturellement, ils veulent qu'il soit, le

moment venu, leur porte flambeau lors du scrutin qui pointe à l'horizon.

A tout seigneur tout honneur ! Le Parti démocratique gabonais (PDG) à travers son secrétariat exécutif et ses organes spécialisés, l'UFPDG et l'UJPDG, avait été le premier à adopter cette posture. Depuis lors, tel un effet des vases communicants, quelques partis alliés, notamment le Centre des libéraux réformateurs (CLR) de Jean-Boniface Assélé et le Bloc démocratique chrétien (BDC) de Guy-Christian Mavioga, et bien d'autres blocs (associations et des groupes d'individus, à l'aura anecdotique) ont épousé la même démarche. Signe que la Présidentielle approchant inexorablement, il faille déjà lancer les dés.

En effet, même sous l'ère de feu Omar Bongo Ondimba, cette phase pré-électorale a toujours été assimilable à une sorte de "ruée vers l'or". C'est l'époque où l'imagination est fertile. Davantage chez des "prébendiers", à la recherche d'un "trésor" incertain. Entendu, comme on le sait, que plusieurs structures associatives montées souvent à la va-vite et de toutes pièces, se vantant, parfois, d'être

détentrices d'une certaine crédibilité ou popularité difficile à vérifier ou à prouver, ont souvent été portées sur les fonts baptismaux dans le seul souci de se faire facilement une santé financière.

Mis à part le tapage médiatique, leur contribution, au terme du vote, est généralement en deçà des espoirs suscités. Certains soutiens, pour n'avoir rien reçu, ou pas suffisamment, tournent souvent casaque. Les plus cyniques, même après avoir "encaissé", vont jusqu'à opérer le coup de Jarnac. Des exemples sont légion.

En 2009, quoique membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, le président du Rassemblement pour le Gabon (RPG), Paul Mba Abessole s'était, contre toute attente, déclaré candidat. Pis, il avait brutalement, toute raison gardée, opéré un revirement spectaculaire en apportant son "soutien circonstanciel" au candidat André Mba Obame, aujourd'hui décédé.

La politique étant "l'art de créer des événements, de dominer, en se jouant, les événements et les hommes", pour reprendre Beaumarchais, nul doute que 2016 ne fera

pas exception à la règle. Mais qui sait !

Aujourd'hui, au-delà de ces appels, que fait-on réellement ou pratiquement pour aider (nos) "choix" à baliser le chemin qui reste à parcourir avant cette échéance capitale ? C'est en amont qu'il faut chercher à devenir l'ami du chasseur. Pas en aval.

Le 17 octobre dernier, le PDG et ses alliés ont fêté le 6e anniversaire de l'accession au pouvoir du chef de l'Exécutif. Un bilan a été fait. Satisfaisant. Des perspectives ont été dessinées. Reste qu'au sein de cette écurie politique le torchon brûle toujours entre certains pédégistes qui, quoique la main dans la main, ne regarderaient plus dans la même direction. Il faut d'abord penser à circonscrire cet état de fait. Pour annihiler cette fumée, qui en sort de plus en plus épaisse. Malgré les apparences.

En politique, appeler (le premier) à une candidature même pourtant évidente, c'est ça qu'on appelle l'art d'enfoncer les portes ouvertes. Chez nous, cet art est (astucieusement) bien cultivé qu'on veut toujours être le premier à lancer cet appel.